



DECISION DU PRESIDENT N° 002-23

PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.5211-9
DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Cette décision annule et remplace la décision 275-22

Objet : DECLARATION D'INTENTION D'ALIENER (D.I.A) POUR LA PARCELLE YV 95 SUR LA COMMUNE D'ESSARTS EN BOCAGE

Le Président de la Communauté de communes,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2122-22,
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.211-1 et suivants et R.211.1 et suivants,
Vu la délibération n° 320-19 par laquelle le Conseil communautaire a délégué à son Président, pour la durée de son mandat, l'exercice du droit de préemption urbain (D.P.U.),
Vu la délibération précitée instituant le droit de préemption urbain sur certains secteurs du territoire intercommunal,
Vu la déclaration d'intention d'aliéner n° IA08508423I0001 déposée le 6 janvier 2023 relative à la propriété cadastrée section YV 95 d'une contenance totale de 2 526 m² pour le prix de 88 000,00 €, appartenant à la commune d'Essarts en Bocage,
Considérant que l'acquisition des immeubles par la commune ne présente aucun intérêt,

DECIDE

Article 1 : de ne pas exercer son droit de préemption urbain, et renonce à acquérir le bien indiqué ci-dessus.

Article 2 : la présente décision sera transmise à Monsieur le Préfet de la Vendée au titre du contrôle de légalité.

Article 3 : conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du Conseil communautaire.

Ampliation en sera :

- Affichée conformément à la réglementation en vigueur
- Insérée au recueil des actes administratifs
- Notifiée aux personnes concernées



Fait à Saint Fulgent, le 9 janvier 2023

Le Président
Jacky DALLET